

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/L-Allemagne-nouvel-epicode-du-contexte-mondial-actuel>

Interview d'Emmanuel Todd

L'Allemagne, nouvel épicode du contexte mondial actuel

- Empire et Résistance - Union Européenne - Allemagne -

Date de mise en ligne : lundi 8 septembre 2014

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Première partie

1ère septembre 2014

Olivier Berruyer : **M.Todd, quel regard portez-vous sur la crise actuelle avec la Russie ?**

Emmanuel Todd : Il y a quelque chose d'étrange, d'irréel, dans le système international actuel. Quelque chose ne va pas : tout le monde s'acharne contre une Russie qui n'a que 145 millions d'habitants, qui s'est redressée, certes, mais dont personne ne peut imaginer qu'elle redevienne une puissance dominante à l'échelle mondiale ou même européenne. La force de la Russie est fondamentalement défensive. Le maintien de l'intégrité de son immense territoire est déjà problématique avec une population aussi réduite, comparable à celle du Japon.

La Russie est une puissance d'équilibre : son arsenal nucléaire et son autonomie énergétique font qu'elle peut jouer le rôle de contrepoids aux États-Unis d'Amérique. Elle peut se permettre d'accueillir Snowden et, paradoxalement, contribuer ainsi à la défense des libertés civiles en Occident. Mais l'hypothèse d'une Russie dévorant l'Europe et le monde est absurde.

Au début de votre carrière, vous vous êtes beaucoup intéressé à l'URSS - prédisant même son prochain éclatement. Aujourd'hui, la Russie n'a plus le niveau hégémonique de l'URSS à l'époque, et bien que la Russie soit beaucoup plus démocratique que ne l'était l'URSS, on la traite bien plus mal. Par exemple, lorsque l'URSS est intervenue en Tchécoslovaquie en 1968, en envoyant ses chars, on a protesté, mais finalement l'hystérie n'a pas duré pendant des semaines. Or, aujourd'hui, alors qu'il ne se passe rien de comparable, mis à part une population qui vote démocratiquement en Crimée pour retourner vers la maison mère russe, on a l'impression d'assister à un drame énorme qui mériterait presque d'aller faire la guerre pour redonner de force la Crimée à l'Ukraine, malgré la volonté contraire de la population. Pourquoi ce traitement est-il si différent ?

Cette question ne concerne pas la Russie, elle concerne l'Occident. L'Occident, certes massivement dominant, est néanmoins aujourd'hui, dans toutes ses composantes, inquiet, anxieux, malade : crise financière, stagnation ou baisse des revenus, montée des inégalités, absence totale de perspectives et, dans le cas de l'Europe continentale, crise démographique. Si l'on se place sur le plan idéologique, cette fixation sur la Russie apparaît tout d'abord comme une recherche de bouc émissaire, mieux, comme la création d'un ennemi nécessaire au maintien d'une cohérence minimale à l'Ouest. L'Union européenne est née contre l'URSS ; elle ne peut plus se passer de l'adversaire russe.

Il est vrai cependant que la Russie pose au monde occidental quelques problèmes de « valeurs », mais, à l'inverse de ce que suggèrent les âneries antipoutinistes et russophobes du journal Le Monde, le problème de l'Occident est le caractère positif et utile de certaines valeurs russes.

La Russie est un pays qui n'a pas suivi le monde occidental dans la voie du « tout libéralisme ». Un certain rôle de l'État s'y est réaffirmé, tout comme une certaine idée nationale. C'est un pays qui commence à se redresser, y compris en termes de fécondité, de baisse de la mortalité infantile. Son taux de chômage est faible.

Bien sûr, les Russes sont pauvres et personne en Europe de l'Ouest ne peut envier le système russe, y compris au niveau des libertés. Mais être russe aujourd'hui, c'est appartenir à une collectivité nationale forte et rassurante, c'est

la possibilité de se projeter mentalement dans un avenir meilleur, c'est aller quelque part. Qui pourrait dire ça en France ? La Russie est en train de redevenir, malgré elle, le symbole de quelque chose de positif qui la dépasse. En ce sens, c'est vrai, elle est une vraie menace pour les gens qui, à l'Ouest, font semblant de nous gouverner, égarés dans l'histoire, qui parlent des valeurs occidentales mais qui, selon l'expression je crois de Basile de Koch, ne reconnaissent réellement que les valeurs boursières.

Mais il ne s'agit déjà plus d'un conflit entre Est et Ouest, traditionnel, régressif au sens psychiatrique, dans lequel l'Amérique serait moteur. La crise récente a tout à voir avec l'intervention européenne en Ukraine.

Si l'on échappe au délire des médias « occidentaux », qui semblent revenus pour leur part vers 1956, en plein milieu d'une guerre froide menaçant de devenir chaude, et que nous observons la réalité géographique des phénomènes, il apparaît très simplement que le conflit a lieu dans la zone d'affrontement traditionnelle entre l'Allemagne et la Russie. Très tôt, j'ai eu le sentiment que les États-Unis avaient, cette fois-ci, par peur de perdre la face après le retour de la Crimée à la Russie, emboîté le pas à l'Europe, ou à l'Allemagne plutôt, puisque c'est elle qui désormais contrôle l'Europe.

On enregistre des signaux contradictoires venant d'Allemagne. Parfois, on la sent plutôt pacifiste, sur une ligne de retrait, de coopération. Parfois, au contraire, elle apparaît très en pointe dans la contestation ou dans l'affrontement avec la Russie. Cette ligne dure monte chaque jour en puissance. Steinmeier s'était fait accompagner par Fabius et Sikorski à Kiev. Merkel visite désormais seule le nouveau protectorat ukrainien.

Mais ce n'est pas que dans cet affrontement que l'Allemagne est en pointe. En l'espace de six mois, y compris durant les dernières semaines, alors qu'elle était déjà en conflit virtuel avec la Russie dans les plaines ukrainiennes, Merkel a humilié les Anglais en leur imposant, avec une incroyable grossièreté, Juncker comme président de la Commission. Chose encore plus extraordinaire, les Allemands ont commencé à affronter les Américains, en se servant d'une histoire d'espionnage par les États-Unis. C'est absolument incroyable quand on connaît l'imbrication des activités de renseignement américaines et allemandes depuis la guerre froide. Il apparaît d'ailleurs aujourd'hui que le BND, le service de renseignement allemand, espionne aussi, très normalement, les politiques américains. Au risque de choquer, je dirais que, compte tenu des ambiguïtés de la politique allemande à l'Est, je suis tout à fait favorable au monitoring par la CIA des responsables politiques allemands. J'espère d'ailleurs que les services de renseignement français font leur travail et participent à la surveillance d'une Allemagne de plus en plus active et aventureuse sur le plan international. Reste que cette agressivité anti-américaine de l'Allemagne est un phénomène nouveau dont il faut tenir compte. Son style est fascinant. La façon dont les hommes politiques allemands ont parlé des Américains témoigne d'un profond mépris. Il existe un fond anti-américain important outre-Rhin. J'avais eu l'occasion de le mesurer lors de la sortie de mon livre *Après l'empire* en allemand. Selon moi, il explique largement le succès de librairie exceptionnel de cette traduction.

Il y a déjà un moment que le gouvernement allemand se moque des remontrances américaines en matière de gestion économique. Contribuer à l'équilibre de la demande mondiale ? Et puis quoi encore ? L'Allemagne a son projet, de puissance plutôt que de bien-être : comprimer la demande en Allemagne, asservir les pays endettés du Sud, mettre au travail les Européens de l'Est, accorder quelques cacahuètes au système bancaire français, qui contrôle l'Élysée, etc.

Dans un premier temps, au moment de la prise de la Crimée, j'avais été plutôt sensible au rétablissement de la Russie : une puissance qui ne veut plus se laisser marcher sur les pieds et qui est capable de prendre des décisions. Actuellement, je constate que la Russie est fondamentalement une nation en stabilisation, et seulement en stabilisation, même si les gens en font le grand méchant loup.

La véritable puissance émergente, avant la Russie, c'est l'Allemagne. Elle a fait un chemin prodigieux, de ses

difficultés économiques lors de la réunification à son rétablissement économique, puis à la prise de contrôle du continent dans les cinq dernières années. Tout cela mérite qu'on le réinterprète. La crise financière n'a pas simplement démontré la solidité de l'Allemagne. Elle a aussi révélé sa capacité à utiliser la crise de la dette pour mettre au pas l'ensemble du continent. Si on se libère de la rhétorique archaïque de la guerre froide, si l'on arrête d'agiter le hochet idéologique de la démocratie libérale et de ses valeurs, si l'on cesse d'écouter le blabla européiste, pour observer la séquence historique en cours de façon brute et presque enfantine, bref si l'on accepte de voir que le roi est nu, on constate que :

- 1) au cours des cinq dernières années, l'Allemagne a pris le contrôle du continent européen sur le plan économique et politique ;
- 2) et que, au terme de ces cinq années, l'Europe est déjà virtuellement en guerre avec la Russie.

Ce phénomène simple est obscurci par une double dénégation : deux pays agissent comme des verrous pour que l'on ne comprenne pas la réalité de ce qui se passe.

D'abord la France, qui ne veut toujours pas admettre qu'elle s'est mise en état de servitude volontaire par rapport à l'Allemagne. Elle ne peut pas faire autrement tant qu'elle n'admet pas pleinement cette montée en puissance de l'Allemagne et le fait qu'elle n'est pas au niveau pour la contrôler. S'il y a un enseignement géopolitique de la Seconde Guerre mondiale, c'est bien que la France ne peut pas contrôler l'Allemagne, dont nous devons reconnaître les immenses qualités d'organisation et de discipline économique, et le non moins immense potentiel d'irrationalité politique.

Le refus français de la réalité allemande est une évidence. Cela fait déjà un moment que je parle de François Hollande comme du « vice-chancelier Hollande ». Voire même, désormais, plutôt comme d'un simple « directeur de communication de la Chancellerie ». Il n'est rien. Il a atteint des niveaux d'impopularité exceptionnels, qui viennent pour une part de sa servilité en face de l'Allemagne. François Hollande est aussi méprisé par les Français parce qu'il est un homme qui obéit à l'Allemagne.

Plus largement, les élites françaises, journalistiques autant que politiques, participent de ce processus de dénégation.

Deuxième partie

2 septembre 2014

Vous dites « La France ne peut finalement pas contrôler l'Allemagne » : n'y a-t-il rien à faire ou est-ce à quelqu'un d'autre de le faire ?

C'est à quelqu'un d'autre de le faire. La dernière fois, cette tâche est revenue aux Américains et aux Russes. Il faut admettre que le « système Allemagne » est capable de générer une énergie prodigieuse. En historien et en anthropologue, je pourrais dire la même chose du Japon, de la Suède ou de la culture juive, basque ou catalane. C'est un fait : certaines cultures sont comme ça. La France a d'autres qualités.

Elle a produit les idées d'égalité, de liberté, un art de vivre qui fascine la planète, et elle fait désormais plus d'enfants que ses voisins, tout en restant un pays avancé sur le plan intellectuel et technologique. Il est probable qu'au final, si on devait réellement juger, on devrait admettre que la France a une vision plus équilibrée et satisfaisante de la vie.

Mais il ne s'agit pas ici de métaphysique ou de morale : nous parlons de rapports de force internationaux. Si un pays se spécialise dans l'industrie ou la guerre, il faut en tenir compte et voir comment cette spécialisation économique, technologique et de puissance est contrôlable.

Quel est le second pays dans la dénégation ?

Les États-Unis. La dénégation américaine avait été formalisée au premier stade de l'émancipation de l'Allemagne, lors de la guerre d'Irak en 2003 et de l'association Schröder-Chirac-Poutine ; certains stratèges américains avaient alors dit : « *Il faut punir la France, oublier [ce qu'a fait] l'Allemagne et pardonner à la Russie* ». (« *Punish France, forget Germany, forgive Russia* »). Pourquoi ? Parce que la clé du contrôle de l'Europe par les États-Unis d'Amérique, héritage de la victoire de 1945, c'est le contrôle de l'Allemagne. Acter l'émancipation allemande de 2003, cela aurait été acter le début de la dissolution de l'empire américain. Cette stratégie de l'autruche s'est installée, calcifiée et semble aujourd'hui interdire aux Américains une vision correcte de l'émergence allemande, nouvelle menace pour eux, selon moi beaucoup plus dangereuse à terme pour l'intégrité de l'empire que la Russie, extérieure à l'empire.

L'Allemagne joue un rôle complexe, ambivalent mais moteur dans la crise : souvent, la nation allemande apparaît comme pacifiste, et l'Europe, sous contrôle allemand, agressive. Ou l'inverse. L'Allemagne a désormais deux chapeaux : l'Europe est Allemagne et l'Allemagne est Europe. Elle peut donc parler à plusieurs voix. Quand on connaît l'instabilité psychique qui caractérise historiquement la politique extérieure allemande, et sa bipolarité, au sens psychiatrique, dans son rapport avec la Russie, c'est assez inquiétant. Je suis conscient de parler durement mais l'Europe est au bord de la guerre avec la Russie, et nous n'avons plus le temps d'être courtois et lisses. Des populations de langue, de culture et d'identité russes sont attaquées en Ukraine orientale avec l'approbation, le soutien, et sans doute déjà les armes de l'Union européenne. Je pense que les Russes savent qu'ils sont en fait en guerre avec l'Allemagne. Leur silence sur ce point n'est pas, comme dans les cas français et américain, un refus de voir la réalité. C'est de la bonne diplomatie. Ils ont besoin de temps. Leur self-control, leur professionnalisme, comme diraient Poutine ou Lavrov, forcent l'admiration.

Jusqu'à présent, dans cette crise, la stratégie des Américains a été de courir derrière les Allemands, pour que l'on ne voie pas qu'ils ne contrôlaient plus la situation européenne. Cette Amérique, qui ne contrôle plus mais doit approuver les aventures régionales de ses vassaux, est devenue un problème, le problème géopolitique n° 1. En Irak, l'États-Unis d'Amérique doit déjà coopérer avec l'Iran, son ennemi stratégique, pour faire face aux djihadistes subventionnés par l'Arabie Saoudite. L'Arabie Saoudite a, comme l'Allemagne, le statut d'allié majeur ; sa trahison ne doit donc pas être actée... En Asie, les Coréens du Sud, par ressentiment envers les Japonais, commencent à fricoter avec les Chinois, rivaux stratégiques des Américains. Partout, et pas seulement en Europe, le système américain se fissure, se délite, ou pire.

La puissance et l'hégémonie allemande en Europe méritent donc une analyse, dans une perspective dynamique. Il faut explorer, projeter, prévoir pour s'orienter dans le monde qui est en train de naître. Il faut accepter de voir ce monde comme le voit l'école réaliste stratégique, celle de Henry Kissinger par exemple, c'est-à-dire sans se poser la question des valeurs politiques : de purs rapports de force entre des systèmes nationaux. Si l'on réfléchit ainsi, on constate que la Russie n'est pas le problème du futur, que la Chine n'est pas encore grand-chose en termes de puissance militaire. Dans notre monde économique globalisé, nous pouvons pressentir l'émergence d'un nouveau face-à-face entre deux grands systèmes : la nation-continent américaine et ce nouvel empire allemand, un empire économique-politique que les gens continuent d'appeler « Europe » par habitude. Il est intéressant d'évaluer le rapport de force potentiel entre les deux.

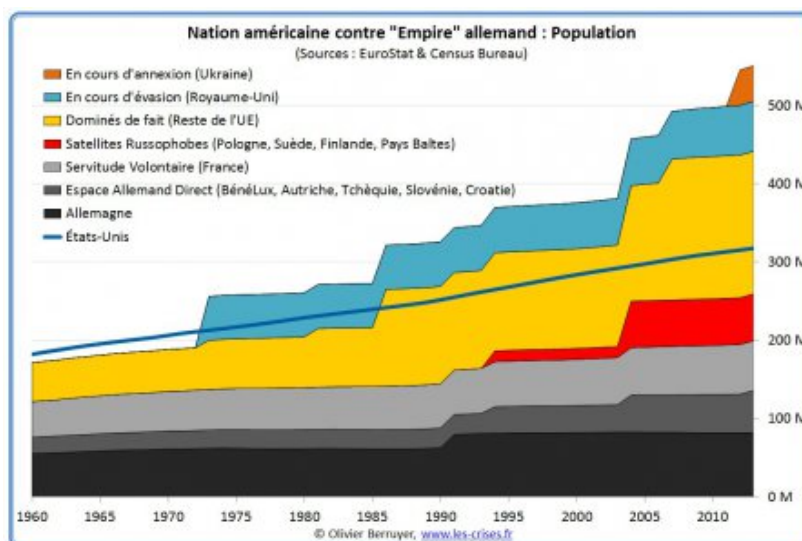
Nous ne savons pas comment finira la crise ukrainienne. Mais nous devons faire l'effort de nous projeter après cette crise. Le plus intéressant est d'essayer d'imaginer ce que produirait une victoire de « l'Occident ». Et nous arrivons

L'Allemagne, nouvel épïcentre du contexte mondial actuel

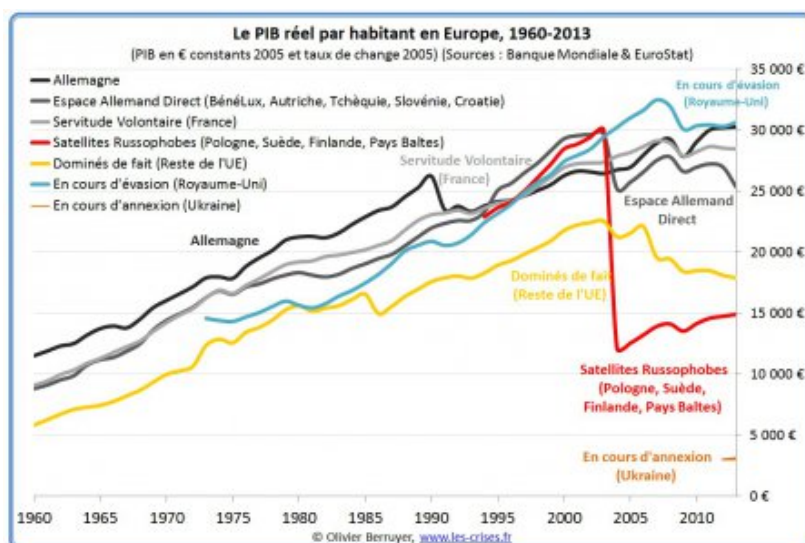
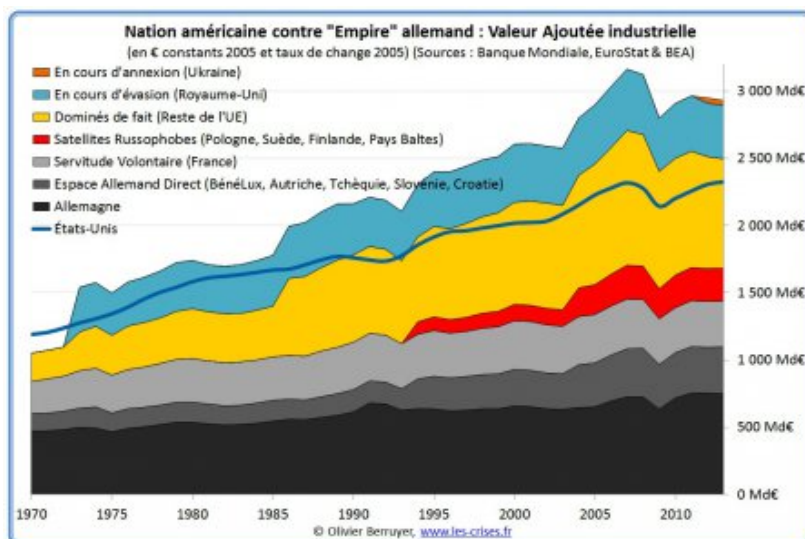
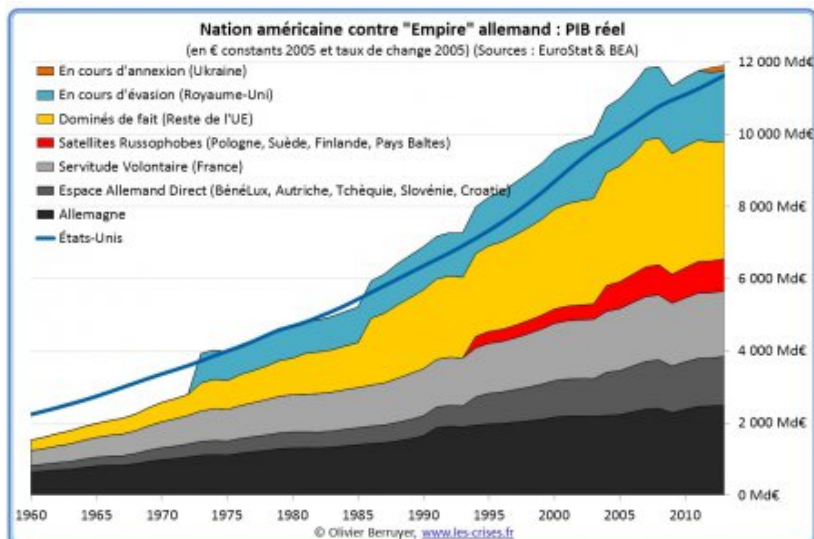
ainsi à quelque chose d'étonnant : si la Russie craquait, ou seulement cédait, la disproportion des forces démographiques et industrielles entre le système allemand, élargi à l'Ukraine, et les États-Unis conduirait vraisemblablement à un basculement du centre de gravité de l'Occident et à l'effondrement du système américain. Ce que les Américains devraient le plus redouter, aujourd'hui, c'est l'effondrement de la Russie. Mais l'une des caractéristiques de la situation, c'est que les acteurs sont incompétents et très peu conscients de ce qu'ils font. Je ne parle pas seulement d'Obama, qui ne comprend rien à l'Europe. Il est né à Hawaï, a vécu en Indonésie : seule la zone Pacifique existe pour lui.

Mais les géopoliticiens us classiques, de tradition « européenne », sont également dépassés. Je pense en particulier à Zbigniew Brzezinski, désormais âgé, mais qui reste le théoricien du contrôle de l'Eurasie par les États-Unis. Obsédé par la Russie, il n'a pas vu venir l'Allemagne. Il n'a pas vu que la puissance militaire américaine, en élargissant l'Otan jusqu'aux pays baltes, à la Pologne et aux autres anciennes démocraties populaires, taillait un empire à l'Allemagne, économique dans un premier temps, mais déjà politique aujourd'hui. L'Allemagne commence à s'entendre avec la Chine, l'autre grand exportateur mondial. Se souvient-on à Washington que l'Allemagne des années trente a longtemps hésité entre l'alliance chinoise et l'alliance japonaise et que Hitler avait commencé par armer Tchang Kaï-chek et former son armée ? L'élargissement de l'OTAN à l'Est pourrait finalement réaliser une version B du cauchemar de Brzezinski : une réunification de l'Eurasie indépendamment des États-Unis d'Amérique. Fidèle à ses origines polonaises, il craignait une Eurasie sous contrôle russe. Il court le risque d'être enregistré dans l'Histoire comme l'un de ces Polonais absurdes qui, par haine de la Russie, ont assuré la grandeur de l'Allemagne.

Comme vous me l'avez demandé, je vous propose d'analyser les graphiques suivants, comparant aux États-Unis une Europe germanocentrée :



L'Allemagne, nouvel épicode du contexte mondial actuel



Ce que montrent ces graphiques, c'est cette supériorité industrielle potentielle de l'Europe. Certes l'Europe

allemande est hétérogène et intrinsèquement fragile, potentiellement instable, mais le mécanisme en cours de hiérarchisation des populations commence à définir une structure de domination cohérente et parfois efficace. La puissance allemande récente s'est construite par la mise au travail capitaliste des populations anciennement communistes. C'est peut-être une chose dont les Allemands eux-mêmes ne sont sans doute pas assez conscients et ce serait peut-être là leur véritable fragilité : la dynamique de l'économie allemande n'est pas seulement allemande. Une partie du succès de nos voisins d'outre-Rhin vient du fait que les communistes s'intéressaient beaucoup à l'éducation. Ils ont laissé derrière eux non seulement des systèmes industriels obsolètes, mais également des populations supérieurement éduquées.

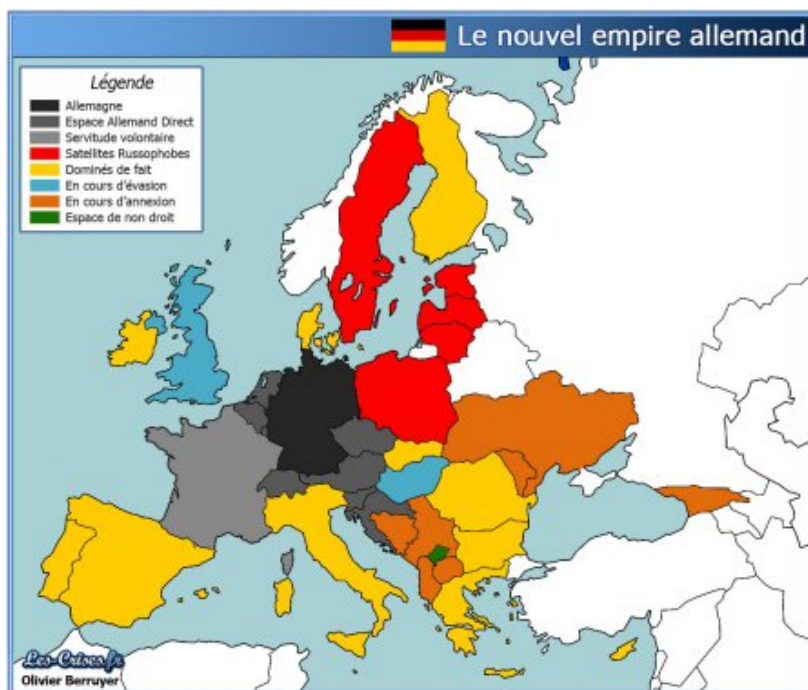
Comparer la situation éducative de la Pologne en Europe avant la guerre avec celle d'aujourd'hui, bien meilleure, c'est admettre qu'elle doit une partie de sa bonne tenue économique actuelle au communisme, pire peut-être, à la Russie. Nous verrons dans quel état la gestion allemande laissera la Pologne. Reste que l'Allemagne s'est de fait substituée à la Russie en tant que puissance contrôlant l'Est européen et a réussi à en faire une force. La Russie, elle, avait été affaiblie par son contrôle des démocraties populaires, le coût militaire n'étant pas compensé par le gain économique. Grâce aux États-Unis d'Amérique, le coût du contrôle militaire est pour l'Allemagne proche de zéro.

Troisième partie

3 septembre 2014

Cette carte montre le nouvel empire allemand tel qu'il est, selon vous. On voit la place centrale de l'Allemagne face à ses différents satellites, ou à ceux, comme vous le dites très bien, en état de servitude volontaire.

Qu'évoque cette carte pour vous ?



Je voudrais qu'elle aide à prendre conscience du fait que l'Europe a changé de nature et qu'elle évoque non seulement le présent mais aussi un futur possible très proche. Les cartes que fournit généralement la Communauté européenne sont des cartes à prétention égalitaire et qui ne parlent plus de la réalité. Ici, c'est une sorte de première tentative d'organisation visuelle de la réalité nouvelle de l'Europe. Elle aide à prendre conscience du caractère

central de l'Allemagne et de la façon dont elle tient le continent européen. La première chose que tente de dire cette carte, c'est qu'il existe un espace informel plus grand que l'Allemagne elle-même, « l'espace allemand direct », et qui contient des pays dont les économies ont un niveau de dépendance à l'Allemagne quasi absolu.

Certains y verront peut-être des « erreurs », comme, par exemple, l'intégration de la Suisse, qui n'est même pas dans les institutions européennes. Mais quels que soient les sentiments des Suisses, la réalité objective est que, dès qu'on a affaire à des entreprises suisses importantes, on sent la présence allemande. Le niveau d'interpénétration est tel qu'au niveau économique on ne peut pas parler d'indépendance de la Suisse.

Les Pays-Bas, quant à eux, comme l'avait prédit Friedrich List, ne sont plus que le débouché de l'Allemagne sur le Rhin. La Tchécoslovaquie, le jour où elle a décidé de vendre Skoda à Volkswagen, a scellé son destin. Grâce à cet espace central très peuplé, l'Allemagne a une influence très supérieure à celle de ses seuls 82 millions d'habitants.

Celle d'une zone de 130 millions d'habitants environ...

En effet. Mais cet espace n'est pas la seule raison de l'influence allemande. Je pense que jamais l'Allemagne n'aurait été capable de prendre le contrôle du continent sans la coopération de la France. C'est un autre élément représenté par cette carte : la servitude volontaire de la France et de son système économique et, à l'intérieur de ce cadre, l'acceptation par les élites françaises de ce qui est peut-être pour elles - mais non pour le peuple français - la prison dorée de l'euro. Les banques françaises survivent tant bien que mal dans cette prison dorée. La France ajoute ses 65 millions d'habitants à l'espace allemand direct et lui confère ainsi une sorte de masse critique d'échelle continentale.

Près de 200 millions...

Ce qui signifie que nous sommes déjà au-dessus de l'échelle russe ou japonaise. Ce bloc noir et gris représente le cœur de la puissance allemande ; il maintient dans la soumission l'Europe du Sud, devenue une zone dominée à l'intérieur même du système européen. L'Allemagne est détestée en Italie, en Grèce, et sans doute dans toute l'Europe du Sud, pour sa main de fer budgétaire. Mais ces pays n'y peuvent rien, parce que l'Allemagne, avec son espace proche plus la France, a la capacité de tout dominer. Ces pays sont représentés en orange sur la carte.

Je propose une autre catégorie spécifique de pays, en rouge, ceux que j'ai appelés les « satellites russophobes ». Paradoxalement, ces pays ont un certain degré de liberté. Ils sont dans l'espace de souveraineté allemand, mais je ne qualifierais pas leur statut de servitude, parce qu'ils ont de réelles aspirations autonomes et notamment une passion antirusse. Regardez : la France n'a plus de rêve ; sous la direction du PS, de l'UMP et de ses inspecteurs des finances, elle n'aspire plus qu'à obéir, imiter et toucher ses jetons de présence. La Pologne, la Suède, les pays baltes, eux, ont un rêve : avoir la peau de la Russie. Leur participation volontaire à l'espace de domination allemand leur permet d'y croire. Mais je me demande si, plus en profondeur, la Suède, repassée à droite, n'est pas en train de redevenir complètement ce qu'elle était avant 1914, c'est-à-dire germanophile.

Les satellites russophobes méritent une catégorie spéciale, car ils font partie des forces qui peuvent aider l'Allemagne à mal tourner. Les élites françaises ont, quant à elles, déjà aidé l'Allemagne à mal tourner en la défiant et en se refusant à la critiquer. La soumission française apparaîtra aux historiens du futur comme une contribution fondamentale au déséquilibre psychique à venir de l'Allemagne. Pour la Suède ou la Pologne ou les Baltes, c'est encore autre chose. Là, il s'agit franchement et directement de ramener l'Allemagne à la violence des rapports internationaux.

Je n'ai pas placé la Finlande et le Danemark dans cette catégorie. Au contraire de la Suède, le Danemark est

authentiquement libéral de tempérament. Son lien avec l'Angleterre va au-delà du simple bilinguisme typiquement scandinave d'une bonne partie de la population. Il regarde vers l'Ouest et n'est pas obsédé par la Russie. La Finlande avait, quant à elle, appris à vivre avec les Soviétiques, et elle n'a pas de vraie raison de douter de la possibilité de s'entendre avec les Russes. Certes, elle a été en guerre avec eux. Elle a appartenu à l'Empire des Tsars entre 1809 et 1917, mais sous la forme d'un grand-duché, situation qui lui a, de fait, permis d'échapper à l'emprise suédoise. La vraie puissance coloniale, pour les Finlandais, c'est la Suède, et je doute qu'ils aient vraiment envie de revenir sous leadership suédois. Sur la carte, Finlande et Danemark se retrouvent donc dominés, comme les pays du sud. Absurde ?

L'économie finlandaise paye déjà le prix de l'agression européenne contre la Russie. Et le Danemark va être mis en difficulté par l'évasion anglaise.

Le Royaume-Uni, je l'ai décrit comme « en cours d'évasion », Parce que les Anglais ne peuvent adhérer à un système continental qui leur fait horreur. Parce qu'ils n'ont pas, comme certains Français, l'habitude d'obéir aux Allemands. Mais aussi parce qu'ils appartiennent à un autre monde, beaucoup plus excitant, moins vieux et autoritaire que l'Europe allemande, « l'anglosphère » : l'Amérique, le Canada, les anciennes colonies... J'ai eu l'occasion de dire que je sympathisais avec leur dilemme, à quel point il doit être horrible d'être britannique face à une Europe si importante dans les échanges commerciaux mais mentalement arthritique.

Pensez-vous qu'un jour ils quitteront l'Union européenne ?

Bien sûr ! Les Anglais ne sont pas plus forts ou meilleurs, mais ils ont derrière eux les États-Unis d'Amérique. Déjà, en ce qui me concerne, petit Français confronté à la disparition de l'autonomie de ma nation, si j'ai le choix entre l'hégémonie allemande et l'hégémonie us, je choisis l'hégémonie us sans hésiter. Alors, les Anglais, qu'est-ce que vous vous pensez qu'ils vont choisir ?

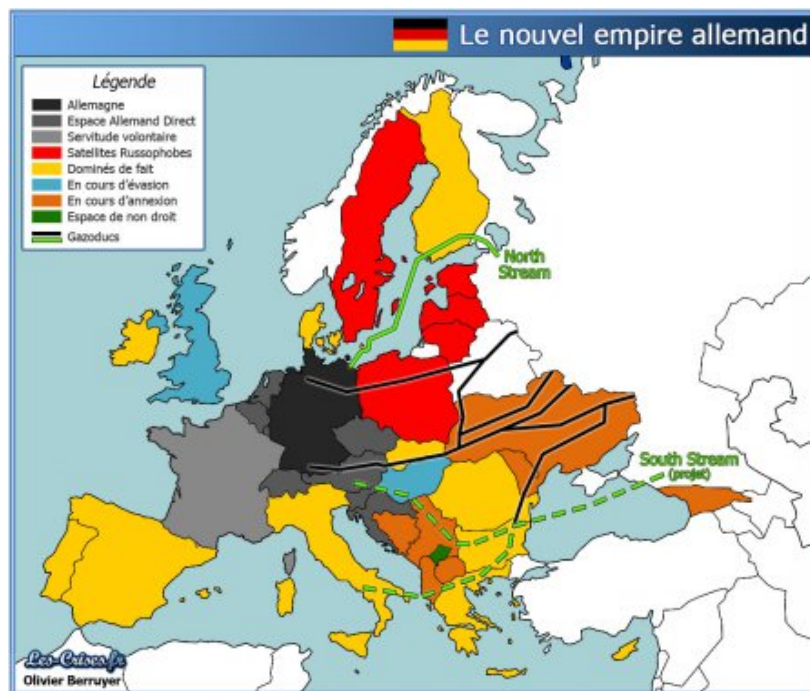
J'ai associé la Hongrie aux Britanniques dans leur tentative d'évasion. Viktor Orban s'est fait une mauvaise réputation en Europe. Soit-disant parce qu'autoritaire et de droite dure. Peut-être. Mais surtout parce qu'il résiste à la pression allemande. On peut se demander pourquoi la Hongrie n'est pas antirusse, alors qu'elle a subi une répression soviétique violente en 1956. Comme souvent le « malgré que » doit sans doute être remplacé ici par un « parce que ». En 1956, seule la Hongrie a fait face. Plus que les Polonais ou les Tchèques - qui n'ont alors que peu ou pas bougé -, la Hongrie peut être fière de son histoire sous domination russe. Elle peut pardonner. Une belle blague hongroise des années 1970 peut aider à comprendre les différences est-européennes :

« En 1956, les Hongrois se sont conduits comme des Polonais, les Polonais comme des Tchèques et les Tchèques comme des cochons. »

J'ai représenté l'Ukraine comme « en cours d'annexion ». L'Ukraine n'apparaît pas immédiatement comme l'annexion européenne rêvée. Il s'agit de l'annexion d'une zone en décomposition étatique et industrielle, désintégration qui va être accélérée par les accords de libre-échange avec l'Union européenne. Mais c'est aussi l'annexion d'une population active à très bas coût.

Or, fondamentalement, le nouveau système allemand repose sur l'annexion de populations actives. Dans un premier temps ont été utilisées celles de la Pologne, de la Tchéquie, de la Hongrie, etc. Les Allemands ont réorganisé leur système industriel en utilisant leur travail à bas coût. La population active d'une Ukraine de 45 millions d'habitants, avec son bon niveau de formation hérité de l'époque soviétique, serait une prise exceptionnelle pour l'Allemagne, la possibilité d'une Allemagne dominante pour très longtemps, et surtout, avec son empire, passant immédiatement en puissance économique effective au-dessus des États-Unis. Pauvre Brzezinski !

Et au niveau des enjeux énergétiques ?



Ici, les principaux gazoducs sont indiqués pour bousculer un mythe. Le mythe que les Russes, par la construction du gazoduc *South Stream*, voudraient seulement échapper au contrôle de leurs relations énergétiques par l'Ukraine. Si on regarde tous les trajets des gazoducs existants, leur seul point commun n'est pas le passage par l'Ukraine, c'est aussi qu'ils arrivent tous en Allemagne. En fait, le véritable problème des Russes, ce n'est pas seulement l'Ukraine, c'est aussi le contrôle de l'arrivée des gazoducs par l'Allemagne. Et c'est également le problème des Européens du Sud.

Si on arrête de penser l'Europe de façon naïve comme un système égalitaire qui aurait des problèmes avec l'ours russe, on voit que l'Allemagne peut aussi avoir intérêt à ce que le gazoduc *South Stream* ne soit pas construit, parce qu'il ferait échapper à son contrôle les approvisionnements énergétiques de toute la partie de l'Europe qu'elle domine. L'enjeu stratégique du *South Stream* n'est donc pas juste un enjeu entre l'Est et l'Ouest, entre l'Ukraine et la Russie, mais c'est aussi un enjeu entre l'Allemagne et l'Europe dominée du Sud.

Mais, encore une fois, cette carte n'est pas une carte définitive ; c'est une carte dont l'objet est de créer un début d'image de la réalité de l'Europe et de nous sortir de l'idéologie des cartes neutres qui cachent ce que l'Europe est en train de devenir : un système de nations inégales, prises dans une hiérarchie qui comprend des pays sévèrement dominés, des pays agressifs, un pays dominant, ainsi qu'un pays qui est la honte du continent, le nôtre, la France.

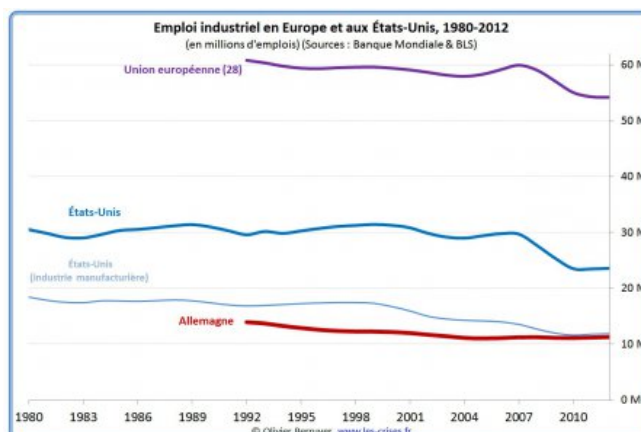
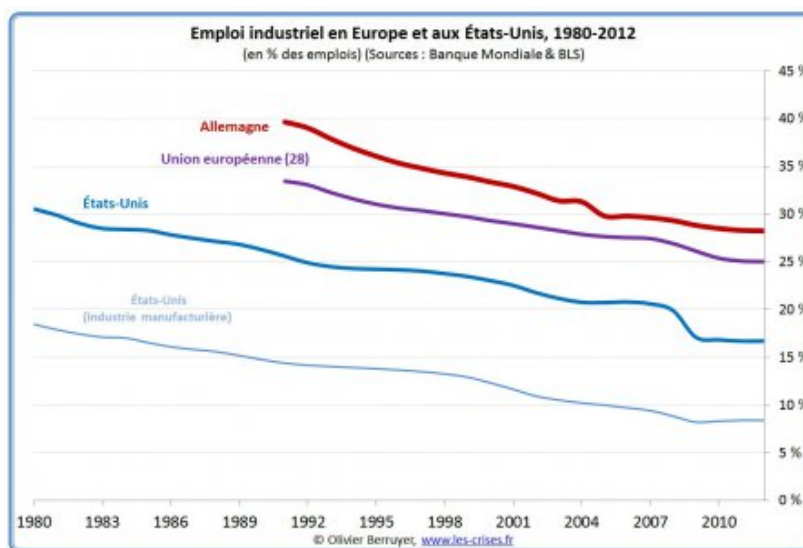
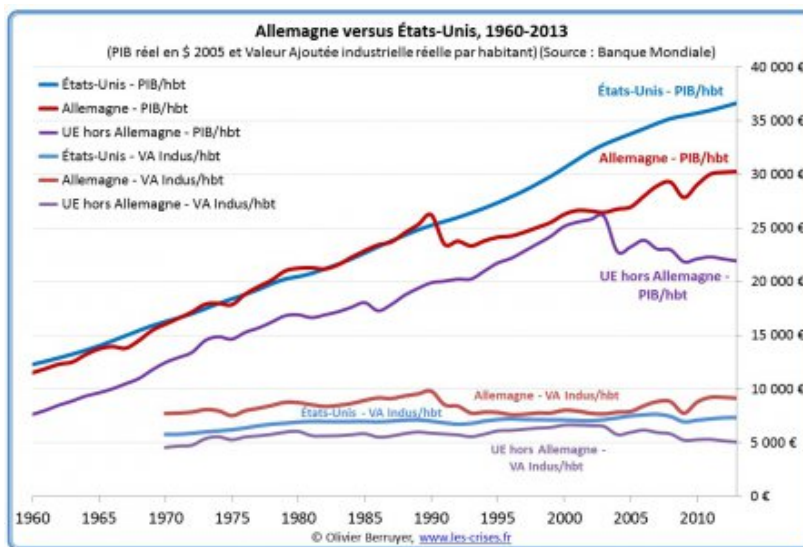
Vous n'évoquez pas la question turque...

Si je n'en ai pas parlé, c'est que ce n'est plus le sujet. Les Européens ne veulent pas de la Turquie. Mais ce qui est beaucoup plus important, c'est que les Turcs ne veulent plus de l'Europe. Qui voudrait désormais rentrer dans cette prison des peuples ?

Quatrième partie

4 septembre 2014.

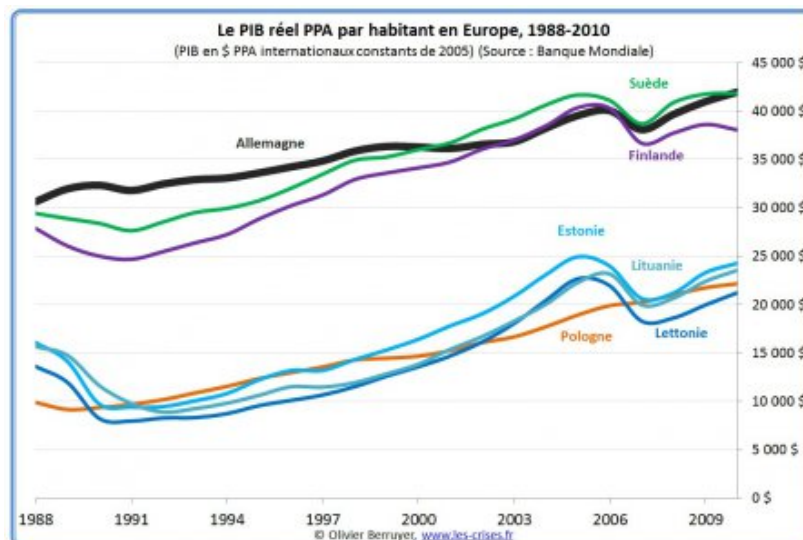
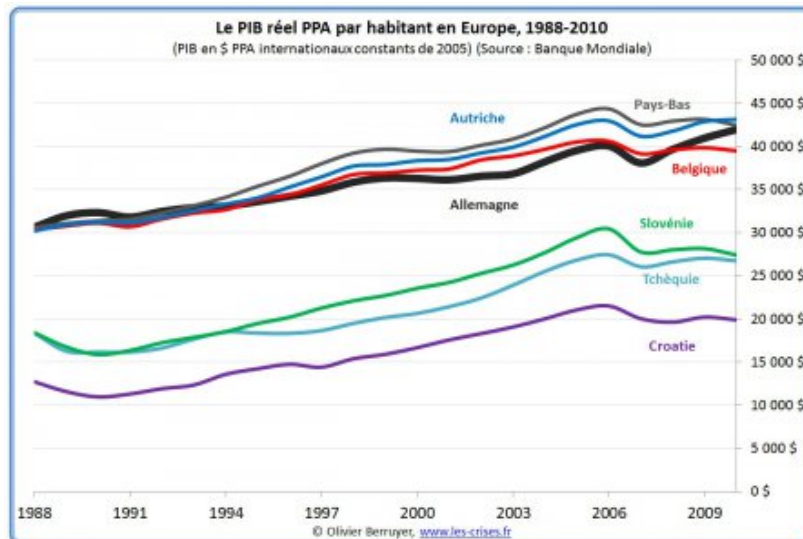
Les graphiques suivants nous permettent de comparer les puissances relatives de la nation usaméricaine et de ce nouvel empire allemand :

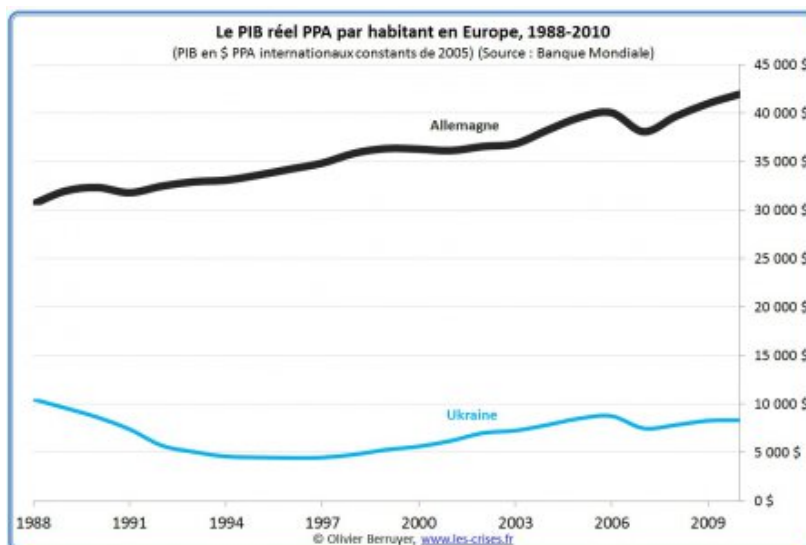
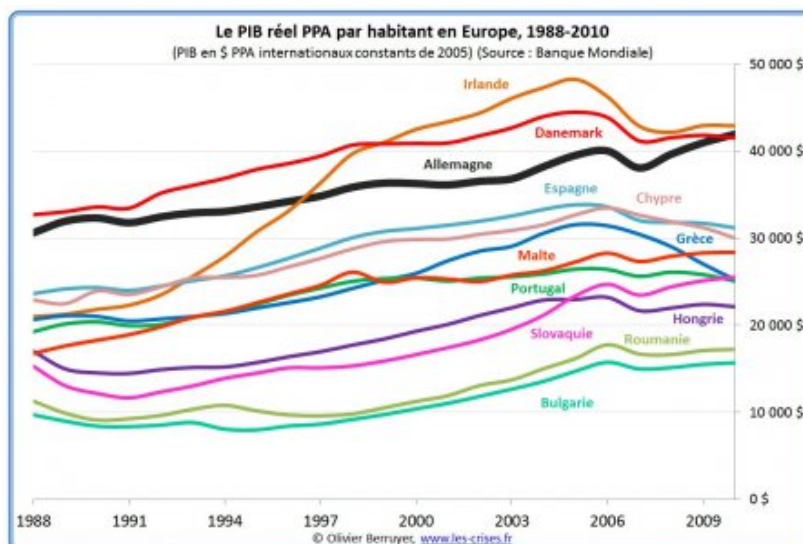
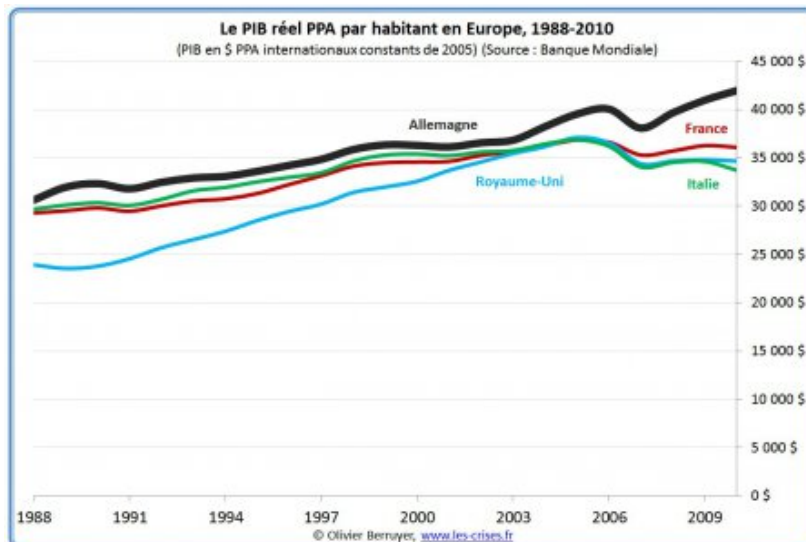


L'Allemagne, nouvel épïcentre du contexte mondial actuel

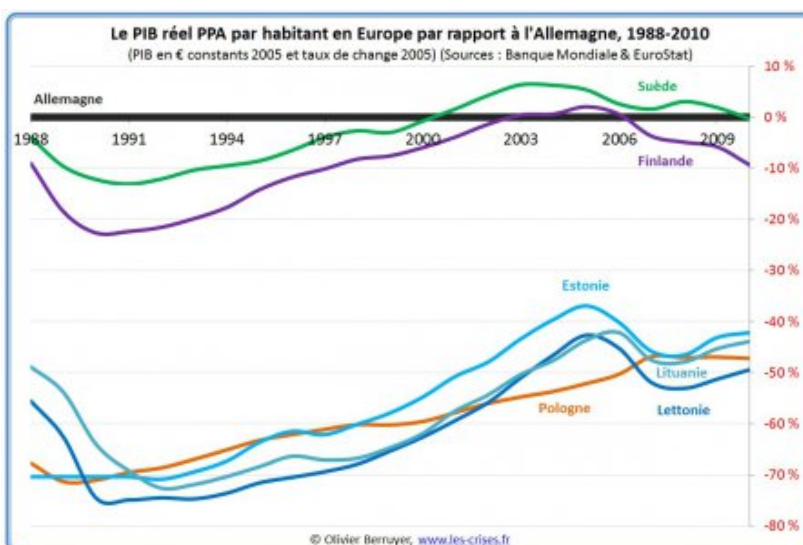
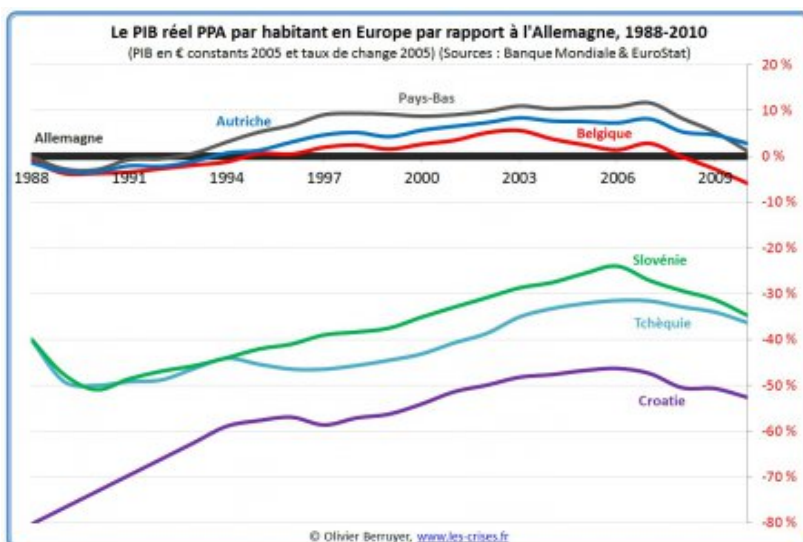
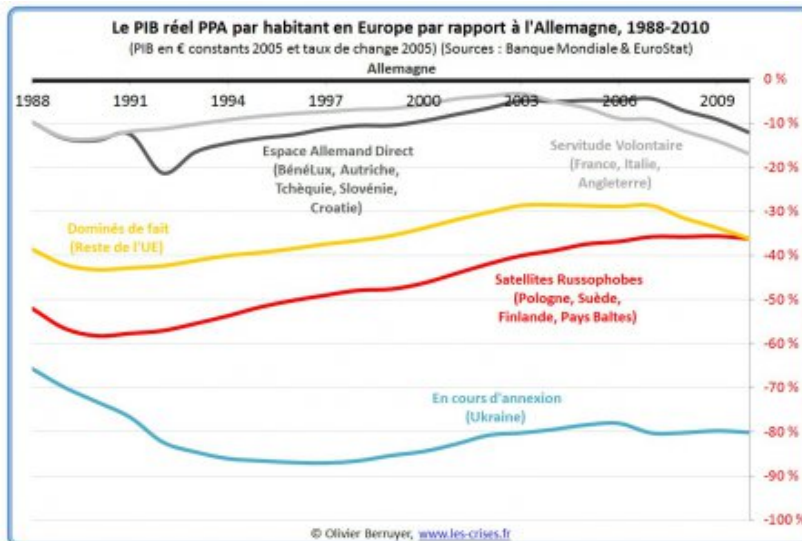
Le graphique le plus intéressant à mon sens est celui qui représente les populations actives industrielles. Le déséquilibre industriel en faveur de l'Union européenne par rapport aux États-Unis est spectaculaire. Le fait qu'en Europe il y ait des secteurs industriels encore sous-développés n'est pas négatif, au contraire : dans le domaine industriel en Europe, il existe des capacités d'expansion dans des zones à bas salaires. C'est sans doute ce déséquilibre-là qui permettrait la mise à mort du système industriel américain par l'Allemagne. Au stade actuel, c'est l'Allemagne qui veut le plus le traité transatlantique.

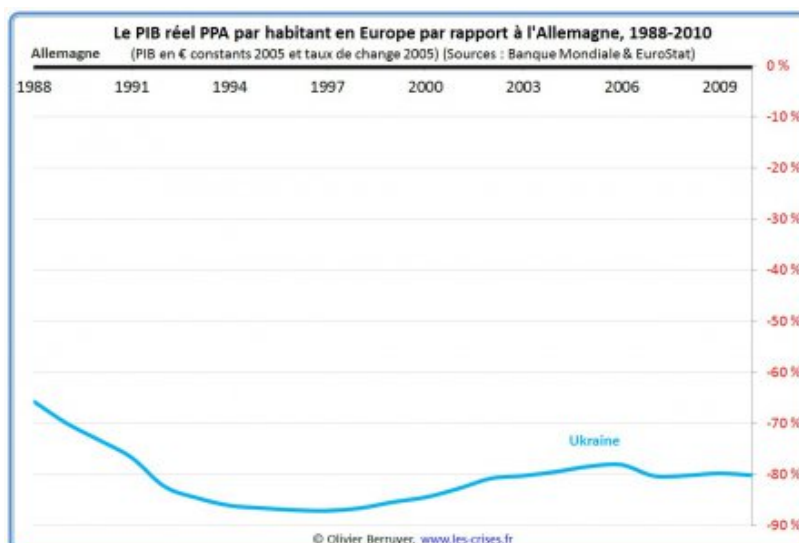
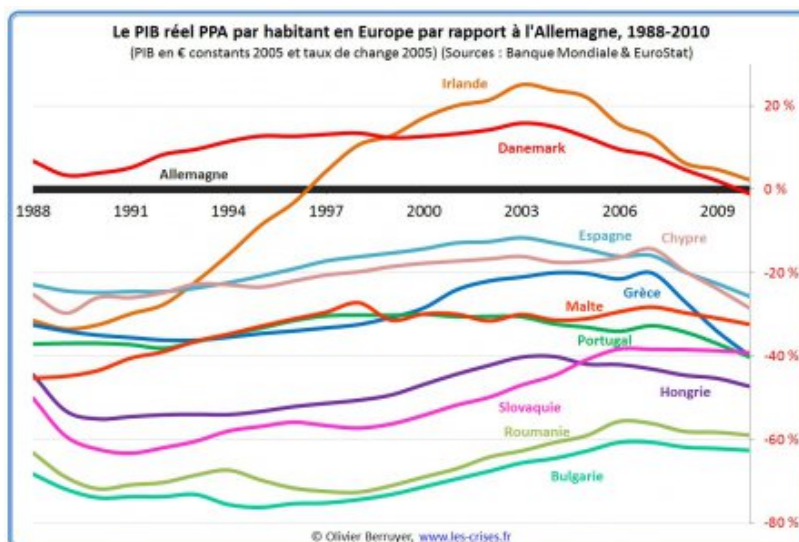
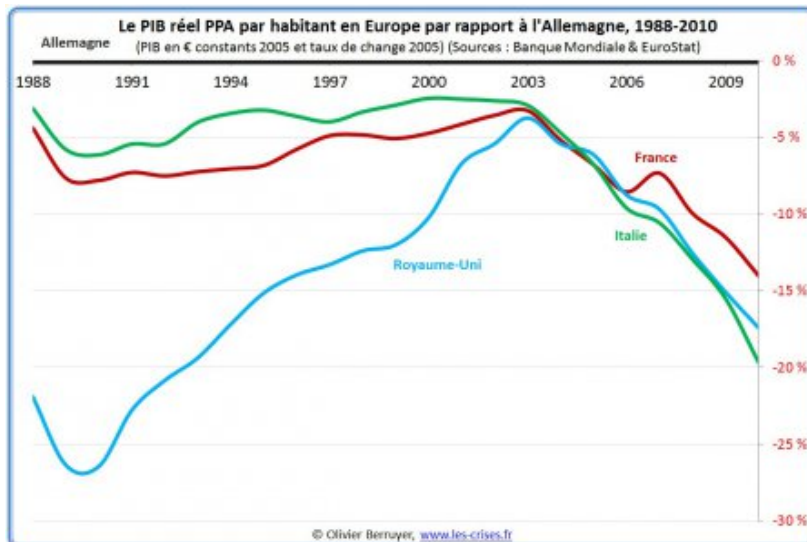
On constate bien le décrochage européen par rapport à l'Allemagne au niveau du PIB réel :





Et en relatif par rapport à l'Allemagne :





On voit aussi sur ces graphiques la hiérarchisation implacable de l'Europe autour de l'épicentre allemand à partir de

2005 : le décrochement des pays européens par rapport à l'Allemagne, y compris pour les grands pays, comme la France ou le Royaume-Uni.

On peut voir sur toutes ces courbes la rapidité d'une évolution qui ne fait que commencer. Peut-être qu'une partie du peuple allemand souffre de ses petits salaires, mais, globalement, le PIB par habitant finit toujours par décrocher en faveur de l'Allemagne. On se dirige vers un système où les Allemands seront bénéficiaires de l'écrasement des systèmes industriels du reste du continent.

On note également que, par rapport à ce continent sous contrôle allemand, les États-Unis seuls ne sont pas au niveau en termes de population.

Cinquième partie

5 septembre 2014.

L'intégration de la population ukrainienne par le système allemand représenterait un saut qualitatif dans ce déséquilibre dynamique.

Pourtant, c'est une population nombreuse, mais pauvre et qui produit peu...

Oui, mais annexer des pauvres géographiquement contigus et politiquement contrôlables, dans un monde mondialisé, assoiffé de main-d'oeuvre à bas prix, cela peut être un avantage. Notre monde est désormais post-démocratique et inégalitaire ; il recèle donc des virtualités d'expansion dans des zones à très bas taux de salaire.

Et l'avantage de l'Ukraine pour le nouvel empire allemand, c'est justement qu'elle n'existe pas. Elle est double, voire triple. C'est un système en désintégration. En réalité, l'Ukraine n'a jamais existé en tant qu'entité nationale fonctionnant correctement. C'est un faux État, qui est en faillite. La preuve fondamentale de l'incapacité étatique ukrainienne, et cela n'a pas été souligné, c'est le rôle qu'ont joué les leaders des Ukrainiens de l'Ouest, à la périphérie. On s'en indignait parfois et on compte le nombre de leurs députés, de leurs ministres, mais les Ukrainiens de l'Ouest, dans leur ensemble, ne représentent que peu de chose. Ainsi, ce qui frappe, c'est l'inaction des Ukrainiens centraux, c'est-à-dire de ceux qui parlent ukrainien, qui n'aiment pas tellement les Russes, qui sont, à l'origine, de religion orthodoxe mais qui ne sont pas tentés par l'extrême droite. La montée en puissance de l'Ouest de l'Ukraine montre à quel point l'Ukraine centrale, majoritaire, est atomisée et incapable de s'organiser, pré-étatique.

L'affrontement qui se déroule entre l'extrême droite ukrainienne et les pro-russes d'Ukraine orientale met en évidence l'inexistence historique du pays. Les Ukrainiens occidentaux veulent adhérer à l'Europe. C'est complètement normal pour eux : pourquoi des mouvements d'extrême droite qui ont une tradition de collaboration avec l'Allemagne nazie refuseraient-ils d'adhérer à une Europe sous contrôle allemand ?

Cela dit, ce gain ukrainien exceptionnel n'est pas encore réalisé par l'Allemagne. La partie, ou plutôt la guerre, ne fait que commencer.

Pour les Ukrainiens centraux, je pense que la question n'est pas réglée. Le système va continuer à se désintégrer : le PIB va se contracter, la situation va s'aggraver, et je pense que c'est la vraie raison pour laquelle les Russes sont

si prudents, veulent si peu faire la guerre et, contrairement à ce que l'on dit, ne veulent pas annexer des bouts de l'Ukraine. La Russie n'a pas peur des sanctions occidentales. Mais elle ne veut pas être haïe en Ukraine centrale. L'Ukraine est méfiante vis-à-vis de la Russie dans sa masse centrale au stade actuel, mais on doit reconnaître aux Russes une grande capacité historique à jouer avec l'espace et le temps. Après deux ans de traitement par l'Europe allemande, que penseront les gens de Kiev ? Peut-être voudront-ils retourner vers Moscou. Un système qui se désintègre n'adhère pas, il continue de se désintégrer.

Revenons à la puissance globale du système US, qui est si loin de l'Ukraine, et donc très peu capable de bénéficier de son intégration-désintégration par le « système occidental ».

Le système américain, selon Zbigniew Brzezinski, c'est le contrôle par les États-Unis des deux grandes nations industrielles de l'Eurasie, c'est-à-dire le Japon et l'Allemagne. Mais cela fonctionne à condition d'être dans l'hypothèse où l'Amérique est elle-même nettement supérieure en termes de poids industriel.

Part de la production industrielle mondiale en 1928 et 2011 (en %)

| | 1928 | 2011 |
|------------------|------|------|
| États-Unis | 44,8 | 17,5 |
| Allemagne | 11,6 | 5,7 |
| Royaume-Uni | 9,3 | 3,2 |
| France | 7 | 2,7 |
| URSS/Russie | 4,6 | 1,9 |
| Italie | 3,2 | 2,8 |
| Japon | 2,4 | 9,1 |
| Total des 7 pays | 82,9 | 43,0 |

www.les-crises.fr

Sources : 1928, Arnold Toynbee et collaborateurs, "Le Monde en mars 1939", Gallimard, 1958 ; 2011, Banque Mondiale

Dès 1928, la production industrielle américaine représentait 45 % du total du produit industriel mondial. Après la guerre, en 1945, l'Amérique représentait toujours 45 %. L'Amérique est tombée à 17,5 % : le système Brzezinski de contrôle de l'Eurasie ne peut tenir au vu des chiffres actuels. Ainsi que je l'avais noté dans *Après l'empire*, ses échanges économiques avec l'Ukraine sont insignifiants. En Europe orientale, l'OTAN sécurise de fait un espace allemand. Il faudrait actualiser, pour l'usage de Washington, la vieille expression « Faire la guerre pour le roi de Prusse ».

Dans ce contexte, quel avenir peut-il y avoir pour les relations germano-usaméricaines ?

Si vous vivez dans le monde enchanté de l'idéologie actuellement dominante, celui du journal *Le Monde*, de François Hollande, qui est aussi celui des anti-impérialistes naïfs, le bloc occidental, union de l'Amérique et de l'Europe, le Japon restant sous tutelle, doit et peut contenir la Russie. Si on fait l'hypothèse d'une bonne entente stratégique et d'une forte collaboration, l'Ouest pourrait vaincre l'économie russe. Peut-être... Mais il y a aussi la Chine, l'Inde, le Brésil, le monde est vaste...

Mais si on passe dans le monde du réalisme stratégique, qui voit la réalité des rapports de force sans référence aux valeurs, réelles ou mythiques, on constate qu'il existe aujourd'hui deux grands mondes industriels développés, l'Amérique d'une part et ce nouvel empire allemand d'autre part. La Russie est une question secondaire. On doit donc envisager tout autre chose dans les vingt ans qui viennent que le conflit Est-Ouest : la montée en puissance du système allemand suggère que les États-Unis d'Amérique et l'Allemagne vont au conflit. C'est une logique intrinsèque fondée sur des rapports de force et de domination. Il est à mon sens irréaliste d'imaginer une entente pacifique dans le futur.

A ce stade, cependant, nous pouvons réintroduire la notion de valeur. Mais justement pour souligner que, pour un anthropologue, réaliste à sa manière, ou pour un historien de la longue durée, les États-Unis et l'Allemagne n'ont pas les mêmes valeurs. Confrontée au stress économique de la grande dépression, l'Amérique, pays de démocratie libérale, a produit Roosevelt, alors que l'Allemagne, pays de culture autoritaire et inégalitaire, a produit Hitler.

La croyance des Américains en l'égalité est certes une croyance très relative. Les États-Unis sont le pays leader dans la montée des inégalités économiques - sans même parler de la ségrégation envers les Noirs, problème qui est loin d'être réglé comme en témoignent les émeutes de Ferguson. Mais c'est aussi, au stade actuel, un pays leader dans sa tentative de fabriquer un monde unifié, avec des populations d'origines très diverses. En ce sens, l'élection d'Obama reste fortement symbolique, malgré la fatigue évidente du président durant son second mandat.

Si l'on considère seulement le corps de citoyens de l'Allemagne, on peut dire que la montée des inégalités économiques y reste raisonnable, très inférieure à ce que l'on observe dans le monde anglo-américain. Mais, si l'on observe le système allemand dans sa globalité européenne, en intégrant les bas salaires de l'Europe de l'Est et la compression des salaires du Sud, on peut identifier un système de domination inégalitaire beaucoup plus fort en gestation. L'égalité qui reste ne concerne que le corps des citoyens dominants, allemands.

Je vais reprendre à ce stade ce concept de science politique de l'anthropologue belge Pierre van den Berghe : la *Herrenvolk democracy*, c'est-à-dire la Démocratie du peuple des seigneurs. Ne sautez pas au plafond ! Ces mots ne vont pas faire s'effondrer la Terre - je me suis récemment exprimé dans les mêmes termes dans une interview au journal allemand *Die Zeit*.

Au départ, Pierre van den Berghe appliquait ce concept de démocratie ethnique à l'Afrique du Sud de l'apartheid, où il existait un corps de citoyens égaux, qui fonctionnait parfaitement bien selon les règles libérales et démocratiques, mais dont la liberté et la démocratie ne tiennent que parce qu'il y a des dominés. De même pour l'Amérique à l'époque de la ségrégation : l'égalité interne du groupe blanc était assurée par la domination sur les Indiens, les Noirs... De même, on pourrait catégoriser Israël comme *Herrenvolk democracy*. Ce qui existe de cohésion et de liberté dans la démocratie israélienne est assuré par l'existence d'une masse ennemie d'Arabes.

Si je devais décrire l'Europe actuelle, si je devais commenter au niveau politique la carte économique, je dirais que l'Europe, ou l'Empire allemand, commence à prendre la forme générale d'une *Herrenvolk democracy* avec, en son cœur, une démocratie allemande réservée à ce peuple dominant et, autour, toute une hiérarchie de populations plus ou moins dominées, dont les votes n'ont plus aucune importance. On comprend mieux, pourquoi, dans ce modèle, quand on élit un président en France, il ne se passe rien. Parce qu'il n'a plus de pouvoir ; notamment sur le système monétaire.

On se retrouve donc avec une démocratie dans laquelle la liberté de la presse, d'opinion, et autres, sont parfaitement respectées ; où il n'y a aucun problème mais où, fondamentalement, la stabilité du système repose sur la solidarité subconsciente à l'intérieur du groupe des dominants. Dans l'Europe qui se dessine, on pourrait voir les Allemands comme les Blancs dans l'Amérique de la ségrégation.

Aujourd'hui, l'inégalité politique est évidemment plus forte dans le système allemand que dans le système américain. Les Grecs et les autres ne peuvent voter pour les élections au Bundestag, alors que les Noirs et les Latinos américains le peuvent pour les élections à la présidence et au Congrès américain. Le Parlement européen est bidon, le Congrès non.

Après un tel réquisitoire, pensez-vous que nous devrions être plus vigilants envers l'Allemagne ?

C'est vrai que je suis pessimiste. La probabilité que l'Allemagne tourne bien baisse chaque jour. Elle est déjà très faible. La culture autoritaire allemande génère une instabilité psychique systémique des dirigeants quand ils sont en situation de domination - ce qui n'était plus arrivé depuis la guerre. Leur fréquente incapacité historique - dans une situation de domination - à imaginer un futur paisible et raisonnable pour tous réémerge ainsi aujourd'hui sous forme de manie exportatrice. Et puis s'ajoute désormais pour ces dirigeants une interaction avec l'absurdité polonaise et avec la violence ukrainienne. Tristement, le destin de l'Allemagne n'est pas pour moi un complet inconnu.

Comment les Allemands vont-ils mal tourner ? L'âge médian ou l'absence d'appareil militaire peut donner un coup de frein au processus, mais on constate chaque semaine une radicalisation de la posture allemande. Mépris des Anglais, des Américains, visite sans pudeur de Merkel à Kiev. Le rapport aux Français, dont la servitude volontaire est essentielle pour le contrôle de l'Europe, va être révélateur.

Mais déjà nous savons. Avec l'affaire des ventes de Mistral à la Russie : les dirigeants allemands demandent désormais aux Français de liquider ce qu'il leur reste d'industrie militaire. La culture allemande est inégalitaire : elle rend difficile l'acceptation d'un monde d'égaux. Lorsqu'ils se sentent les plus forts, les Allemands vivent très mal le refus d'obéissance des plus faibles, refus perçu comme non naturel, déraisonnable.

En France, ce serait plutôt le contraire. La désobéissance est une valeur positive. On vit avec, c'est une partie du charme français parce qu'il existe aussi en France un mystérieux potentiel d'ordre et d'efficacité.

Le rapport de l'Amérique à la discipline et à l'inégalité est complexe d'une autre manière et mériterait des pages d'analyse. Soyons brefs, sautons au constat : le rapport discipliné inférieur-supérieur de type allemand aura du mal à passer. La culture anglo-saxonne n'est pas égalitaire mais elle est vraiment libérale. Égaux, inégaux, c'est selon. La différence raisonnable faite dans les familles entre les frères conduit à la notion de différence raisonnable entre les individus, entre les peuples. C'est d'ailleurs la raison du succès du modèle américain : la culture anglo-américaine peut gérer raisonnablement les différences internationales.

Au final, force est de constater que les deux blocs - américain et allemand - sont antagonistes par nature. Ils combinent tous les éléments générateurs de conflits : rupture d'équilibre économique brut, différence de valeurs. Plus vite la Russie sera hors du jeu, brisée ou marginalisée, plus vite ces différences s'exprimeront.

Pour moi, la vraie question historique actuelle, et que personne ne pose, est la suivante : les Américains vont-ils accepter de voir cette nouvelle réalité d'une Allemagne qui les menace, et si oui quand ?

Quand vous prophétisez un conflit entre la nation usaméricaine et le nouvel empire allemand, vous êtes sûr

de vous ?

Évidemment non. J'élargis le champ de la prospective. Je décris un futur possible parmi d'autres futurs possibles. Un autre serait une solidification du groupe Russie-Chine-Inde en un bloc continental s'opposant au bloc occidental euro-américain. Mais ce bloc eurasiatique ne pourrait fonctionner qu'avec l'addition du Japon, seul capable de le mettre au niveau technologique occidental. Mais que va faire le Japon ? Pour le moment, il est plus loyal envers les États-Unis que l'Allemagne. Mais il pourrait se laisser des vieux conflits occidentaux. Le choc actuel paralyse son rapprochement avec la Russie, complètement logique pour lui du point de vue énergétique et militaire, élément important du nouveau cours politique imprimé par le Premier ministre japonais Abe. C'est un autre risque pour les États-Unis, dérivant du nouveau cours agressif allemand.

Plusieurs futurs sont ainsi possibles mais pas une infinité ; 4 ou 5 peut-être...

Je me suis remis à lire de la science-fiction pour me décrocher le cerveau et m'ouvrir l'esprit. Je recommande vivement un exercice du même type aux gens qui nous dirigent, qui, sans savoir où ils vont, marchent d'un pas décidé.

Olivier Berruyer pour [Les Crisis](#)

Interview réalisée par **Olivier Berruyer** pour le site www.les-crisis.fr, librement reproductible dans un cadre non commercial (comme le reste des articles du site, cf. [Licence Creative Commons](#)).

* **Olivier Berruyer**. Diplômé de l'Institut de Science Financière et d'Assurances et de l'EM-Lyon, parisien. Membre du Conseil d'administration de l'Institut des Actuaire, qui représente cette profession de référence en termes de gestion du risque dans la finance et l'assurance.

[El Correo](#). Paris, 8 septembre 2014.